



Aux dernières nouvelles, en cette soirée du 5 avril 2007, selon le rapport de l'association KMF-CNOE (Comité national d'observation des élections) -la seule entité à avoir pu couvrir l'ensemble de la Grande île-, le taux de participation, pour les quelque 17.581 bureaux de vote dans tout Madagascar s'élève à 33%. Que le « oui » gagne ou perde, il s'agit-là, non pas de la versatilité du peuple, mais d'une manière de désavouer un texte qu'il n'a jamais eu le temps d'assimiler. Parce qu'on ne lui a jamais laissé le temps pour ce faire. Lire la suite en cliquant sur l'image du président accomplissant son devoir...

Chantage moral

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET D'ANALYSE

L'Express

DE MADAGASCAR

n° 3672 jeudi 5 avril 2007 prix : 300 Ariary

La prochaine édition de L'Hebdo de Madagascar sera en vente le vendredi 6 avril 2007

RÉFÉRENDUM

80 % d'abstention

• Tana vote oui, Toliara dit non

Un bureau de vote observé par les directeurs à Saly-Be. Une image symbolique dans plusieurs endroits lors du référendum d'État.

Les électeurs ont bouédé le référendum constitutionnel. Le taux d'abstention avoisine les 80 % un peu partout dans l'île. Les résultats officiels du scrutin sont attendus d'ici trois jours.

» 3. 4. 5

On pourrait en rester là et voir venir mais, pour un observateur de choix qu'est le journaliste, il s'agit de comprendre et faire comprendre une déconvenue non sans impact néfaste au développement lui-même. A présent, le fait de crier sur les toits qu'on ne dirige pas une Nation

comme une entreprise s'avère d'une cruelle exactitude. Les 7.357.424 d'électeurs malgaches (nombre d'inscrits en 2006 émanant du Ministère de l'Intérieur et de la réforme administrative malgache ou MIRA) ne pourront jamais être mis au pas en leur coupant des vivres qu'ils n'ont même pas journalièrement de toutes les façons. D'ailleurs, ils ne voteront jamais tous ensemble à 100% pour diverses raisons... En fanfaronnant avec un « 80% de oui », le président Ravalomanana a totalement manqué de réalisme face à la période cyclonique et au ras-le-bol généralisé lié à un diktat qui ne dit pas son nom. La question même du referendum confinait à un chantage moral. Cela vire au cynisme. Qui ne veut pas se développer, dites-moi un peu ? Ce manque de discernement présidentiel –car tout retombe forcément sur lui- est dû, en fait, au principe du « battre le fer tant qu'il est chaud ». Erreur ! Si la majorité des gens, au lieu d'aller voter « non », ne sont pas allés voter du tout, c'est par le principe de ne pas laisser de traces écrites dans un dossier. Le souvenir des répressions de l'ancienne police politique de la révolution est encore vivace...

Goref miraculeux...



Voter « non », avec une signature, c'est devenir l'ennemi du développement donc du pouvoir. Mais encore, c'est aussi la réaction de gens simples qui n'achèteront jamais ce qu'ils ne voient pas de leurs yeux. Et, encore, il n'y a eu aucun marchandage propre à la nature malgache. J'avais déjà prévenu en envoyant une suggestion durant le laps de temps d'une semaine pour ce faire : imprimer le maximum des deux constitutions, la dernière et celle remaniée, en

malgache et les distribuer dans les quartiers (« fokontany ») et les lycées et universités et prendre du temps pour les expliquer. Or, que s'est-il passé ? Le pouvoir –qui entend mais n'écoute pas sinon que sa propre voix- a tout de suite avancé une date très inhabituelle : un mercredi, sans tenir compte de la présence du cyclone Jaya. Car le développement n'attend pas. Ah bon ? Bien sûr, avec l'utilisation du logiciel Goref (gestion optimisée de referendum) par l'Office des transmissions militaires (OMT) qui a été mobilisé, le « oui » l'emportera mais, même en gonflant les chiffres, le taux de participation n'excèdera jamais les 40-45% au final.

Personne ne doit être sanctionné

Sinon, c'est un hold-up électoral pur et simple et tous les Malgaches vont au-devant d'une future crise. Prions le ciel pour que cela ne se produise pas. Mais sait-on jamais lorsqu'on sait que, rares sont les gens de pouvoir qui font un mea culpa. Ce sont plutôt des têtes qui risquent de tomber. Mais là, je m'insurge déjà. Aucun ministre, aucun directeur, aucun chef de service ne pourrait être tenu pour responsable d'un fiasco prévisible. Même pas les chefs de quartiers qui ont eu le « réflexe » d'afficher un « Eny » sur les murs de leur bureau a priori administratif. Fait anticonstitutionnel qui plus est. C'est cette fâcheuse manie de toujours confondre vitesse et précipitation qui a conduit à cet état de méfiance désormais et non la défaillance d'une armada de voix de son maître. Mais comme d'habitude, tout le monde va se rejeter les fautes et on va perdre son temps à chercher et trouver des coupables. Or, en toute honnêteté, personne ne doit être sanctionné. Qui vivra verra car on en a vu d'autres.

Qui sème le vent

En ce qui concerne les partis politiques, ils n'ont pas intérêt à crier victoire ni à sortir leurs sempiternelles âneries comparatives et sectaires. Cet acquis, par la faute du pouvoir lui-même, ils devraient l'utiliser sciemment pour affronter les autres élections à venir : maires et parlementaires. Car cette abstention à grande échelle n'est pas le fait d'une mobilisation de partis politiques, depuis longtemps à court d'idées et d'argent, mais la réaction de nombreux gens qui ont prouvé que la Nation c'est le peuple avant tout. Persister à vouloir le prendre pour un canard boiteux, c'est comme semer le vent. Et que récolte-t-on ? Aussi, c'est le moment ou jamais pour les opposants de s'opposer démocratiquement, de proposer des idées et des bonnes, et non plus de s'opposer entre eux car en mal de leadership endémique.

Quelle bonne gouvernance ?



Alors et la suite ? Le Map (Madagascar action plan) va se faire dans une atmosphère délétère emplie de défiance. Même les bailleurs de fonds vont se mettre à douter. On doit rire sous cape dans certains salons... Sérieusement, au lieu d'avoir voulu à tout prix organiser la consultation électorale la plus bâclée qui soit depuis mes 18 ans, en se mentant à soi-même, n'y avait-il pas un autre moyen conforme à la bonne gouvernance ? Et laquelle, à présent ? Si je me souviens, le président Didier Ratsiraka avait bien procédé à un toilettage à coups de décret, je crois. C'était faisable si tant est que Madagascar est un état souverain même si le peuple malgache n'y aurait vu que du feu. Car, dans ce cas précis, seuls les résultats comptaient. Mais l'excès de zèle demeure le mot d'ordre. Après trois mois d'un second mandat empli d'espoir et de pleins pouvoirs déjà acquis, le président Marc Ravalomanana entame une descente aux enfers. Mais pour lui, contrairement à ses prédécesseurs, elle risque d'être ultra rapide s'il ne révisé pas très vite (ah ces jeux de mots !) sa manière d'appréhender les choses de manière réaliste.

